



27 FEV. 1989

350

Zimbabwe: Accord relatif à l'octroi d'un troisième finan-
cement mixte

Vu la proposition du DFEP du 15 février 1989

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. L'Accord entre la Confédération suisse et le Zimbabwe relatif à l'octroi d'un troisième financement mixte de 30 millions de francs est approuvé.
2. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) ou l'Ambassadeur de Suisse au Zimbabwe est autorisé à signer l'Accord.
3. Le Département fédéral des affaires étrangères est autorisé à procéder à la notification de l'accomplissement de toutes les conditions légales et constitutionnelles en Suisse pour l'entrée en vigueur dudit Accord.
4. La Chancellerie fédérale est chargée de délivrer les pleins pouvoirs.

Protokollauszug an:			
ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage			
Nr.	Z.K.	Dep.	Akten
X		EDA	10 -
		EDI	
		EJPD	
		EMD	
Y		EFD	7 -
Y		EVD	22 -
		EVED	
X		BK	1 -
Y		EFK	2 -
X		Fin.Del.	2 -

Pour extrait conforme,
 Le secrétaire:





EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

FD.1

Berne, le 15 février 1989

RESUME

Accord sur l'octroi d'un financement mixte au Zimbabwe

En conformité avec l'ACF du 27 janvier 1988 concernant l'octroi de financements mixtes dans le cadre du crédit de programme III, l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) a négocié et paraphé avec les autorités du Zimbabwe le texte d'un troisième accord de financement mixte. Les deux premiers crédits mixtes ont financé des équipements suisses pour la fabrication de 30 locomotives électriques destinées à la société nationale des chemins de fer, ainsi que des investissements dans le domaine de la santé et de l'infrastructure énergétique et industrielle. L'expérience acquise lors de l'engagement de ces deux lignes de crédit a été très satisfaisante. Les conditions sont réunies pour justifier l'octroi d'une nouvelle aide financière au Zimbabwe.

Cette proposition contient les conditions les plus importantes de l'accord de financement mixte qui a été négocié. Il est proposé d'accorder au Zimbabwe un financement mixte de 30 millions de francs suisses qui comportera, compte tenu des lignes directrices de l'OCDE, une part non remboursable de la Confédération de 10,5 millions de francs - donc un élément-don d'environ 35 pour cent.

Cette ligne de crédit servira à financer des projets de développement prioritaires dans le secteur privé ainsi que dans le domaine de l'infrastructure publique pour lesquels des biens d'équipement et des services d'origine suisse, compétitifs sur le marché international, sont requis.

L'engagement de la Confédération de 10,5 millions de francs se fera à la charge du crédit de programme de 430 millions de francs concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement (AF du 8.10.1986).

Version allemande au verso



ZUSAMMENFASSUNG

Abkommen über die Gewährung einer Mischfinanzierung an Zimbabwe

Gestützt auf den BRB vom 27. Januar 1988 betreffend die Vergabe von Mischfinanzierungen unter dem III Rahmenkredit hat das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) mit den Behörden Zimbabwes den Text eines Mischfinanzierungsabkommens ausgehandelt und paraphiert. Die beiden ersten Mischkredite finanzierten schweizerische Ausrüstungsgüter zur Herstellung von 30 elektrischen Lokomotiven für die Staatsbahnen sowie Investitionen im Gesundheitswesen, sowie im Energie- und Industriesektor. Die Erfahrungen mit der Verpflichtung dieser beiden Kreditlinien waren befriedigend. Die Bedingungen zur Gewährung einer neuen Finanzhilfe an Zimbabwe sind erfüllt.

Dieser Antrag enthält die wichtigsten Bedingungen des ausgehandelten Mischfinanzierungsabkommens. Es wird beantragt, Zimbabwe eine Mischfinanzierung in Höhe von 30 Millionen Schweizer Franken zu gewähren, wobei der nicht rückzahlbare Anteil des Bundes unter Berücksichtigung der OECD-Richtlinien für derartige Finanzierungen 10,5 Millionen Franken - was eines Geschenkelement von rund 35 Prozent entspricht - betragen soll.

Mit dieser Kreditlinie sollen prioritäre Entwicklungsprojekte im Privatsektor sowie im öffentlichen Infrastrukturbereich finanziert werden, welche international wettbewerbsfähige Ausrüstungsgüter und Dienstleistungen schweizerischen Ursprungs erfordern.

Die vom Bund einzugehende Verpflichtung von 10,5 Millionen Franken wird dem Rahmenkredit von 430 Millionen Franken für die Weiterführung der Finanzierung von wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen im Rahmen der internationalen Entwicklungszusammenarbeit (BB vom 8.10.1986) belastet.

Französische Version auf der Rückseite



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2310.1

Berne, le 15 février 1989

Au Conseil fédéral

Accord relatif à l'octroi d'un
 troisième financement mixte au Zimbabwe

1. Introduction

Suite à la décision du Conseil fédéral du 27 janvier 1988 concernant les directives pour l'octroi de financements mixtes, l'Office fédéral des affaires économiques extérieures a négocié et paraphé le texte d'un troisième accord de financement mixte avec le Zimbabwe. Par cette proposition, nous vous demandons d'approuver ce nouvel accord.

2. Situation économique du Zimbabwe

D'une superficie de 391'000 km², le Zimbabwe compte environ 8,7 millions d'habitants. Avec un produit national brut de 620\$ par habitant en 1986, le Zimbabwe se situe au bas de l'échelle des pays à revenu intermédiaire.

Son potentiel économique est supérieur à celui de nombreux pays en développement surtout en Afrique. En effet, le Zimbabwe a hérité lors de son indépendance en 1980 d'un appareil de production diversifié essentiellement dans le secteur de l'agriculture, des mines et de la manufacture, d'une infrastructure économique saine et, suite à la réduction significative des déficits de la balance des paiements courants entre 1982 et 1986, d'un service de la dette extérieure sous contrôle. Par contre, sa situation d'état sans accès à la mer n'est guère favorable. Presque 90 pour cent de ses importations et exportations transitent par l'Afrique du Sud et seulement 10 pour cent par le Mozambique, conséquence de l'insécurité régnant dans le corridor de Beira et de l'encombrement du port de Sofala.

Néanmoins, la situation économique du Zimbabwe s'est progressivement détériorée. En effet, la conjonction d'une croissance rapide de la demande intérieure et d'une dégradation de l'environnement externe a engendré dès 1981 des déséquilibres macro-économiques (balance des paiements, finances publiques). L'économie zimbabwéenne se trouve maintenant dans le cycle vicieux d'une faible croissance, d'une diminution du capital fixe et d'une stagnation de l'emploi. Le chômage touche environ 20% de la population active et la croissance démographique atteint des taux de 3-4 pour cent par an.

Le Gouvernement a adopté en 1987 des mesures de redressement, telles un système d'allocation de devises étrangères, un gel des salaires et un contrôle plus stricte des prix pour répondre à court terme au manque de devises, qui étouffe lentement l'économie, et pour prévenir une poussée inflationniste. Toutefois, ces actions visent à guérir plutôt les symptômes que les causes réelles du problème, telles le sérieux déclin de l'investissement net dans le secteur productif, la faible croissance des exportations à moyen terme, un environnement trop peu encourageant pour une restructuration économique et un déséquilibre des ressources macro-économiques internes, qui impliquent un substantiel transfert des ressources de l'épargne privée vers le financement de la dette publique.

Les prochaines années constitueront donc une phase de transition critique, si l'investissement net ne reprend pas suffisamment pour soutenir les efforts de restructuration économique et une croissance des exportations. Un environnement économique externe favorable, ainsi qu'un influx de capitaux sont par ailleurs essentiels pour surmonter cette période transitoire.

3. Les deux premiers crédits mixtes

Le premier crédit mixte de fr. 19,125 millions (entrée en vigueur 4 novembre 1981) a financé des équipements suisses nécessaires à la fabrication de 30 locomotives électriques destinées à la société nationale des chemins de fer. Bien

que le programme de fabrication ait subi un léger retard d'environ six mois, la mise en oeuvre des locomotives s'est effectuée normalement entre septembre 1983 et fin novembre 1984.

Le deuxième crédit mixte de fr. 20 millions (entrée en vigueur 8 décembre 1982) a permis de financer des investissements de modernisation et d'extension dans le domaine de l'infrastructure énergétique et de la santé, ainsi que des biens d'équipement nécessaires à une meilleure utilisation des capacités existantes du secteur industriel.

Le rapport final sur les crédits mixtes Zimbabwe I et II a conclu d'une manière générale que les entreprises du secteur privé ont su tirer un meilleur profit des ressources avec des investissements bien étudiés, que le secteur public et paraétatique dont les projets ont souffert de l'influence gouvernementale (planification insuffisante, changements de politique, restructuration).

4. Le troisième financement mixte

4.1. Conditions financières

D'un montant total de fr. 30 millions, cette troisième ligne de crédit comprend une tranche de la Confédération de 10,5 millions (35%) consentie sous forme de don et une tranche bancaire de 19,5 millions (65%) consentie à un taux d'intérêt du marché pour une durée de 10 ans y inclus 3 ans de grâce.

La ligne de crédit servira au financement de 85% de la valeur livraison de biens d'équipement et de services d'origine suisse et de nature civile. En principe, deux tiers des ressources sont destinés au financement de projets dans le secteur privé et un tiers dans le secteur public et paraétatique.

L'accord dont une copie se trouve en annexe, correspond globalement à nos arrangements standards de financements mixtes et prévoit nos procédures habituelles. Une mission d'identification de projets a permis d'établir que des

propositions d'investissement existent en nombre suffisant pour justifier l'octroi d'un nouveau financement mixte. Sur cette base, une liste provisoire de propositions de projet sera élaborée et constituera une partie intégrante de l'accord.

4.2. Justification du financement mixte

L'octroi d'un troisième financement mixte au Zimbabwe se justifie pour les raisons suivantes:

- L'expérience acquise lors de l'engagement des deux premières lignes de crédits a été bonne et a permis d'établir une collaboration constructive avec les autorités zimbabwéennes. Les conditions semblent maintenant réunies pour une utilisation efficiente d'un troisième financement mixte;
- le financement mixte est un instrument de coopération adapté à la situation actuelle de l'économie zimbabwéenne, marquée par un vieillissement rapide de l'appareil de production et d'une pénurie de devises étrangères. Ainsi, ces conditions financières avantageuses contribueront aux efforts gouvernementaux visant le maintien d'un niveau d'investissement suffisant pour permettre une reprise économique et l'endigement de la pauvreté, tout en évitant un alourdissement inacceptable du service de la dette;
- le financement mixte permettra aussi de soutenir les activités d'investissement du secteur privé zimbabwéen, qui, d'une manière générale, est bien développé mais qui souffre sérieusement de l'insuffisance de devises;
- l'utilisation envisagée des ressources de ce nouveau financement mixte se fera conformément aux priorités de développement économique et social du Gouvernement zimbabwéen ainsi qu'aux principes de la politique suisse de coopération au développement;
- la ligne de crédit donnera par ailleurs l'opportunité à l'industrie suisse de développer encore davantage ses activités au Zimbabwe. En effet, bien représentée au Zimbabwe, elle devrait être en mesure de se montrer compétitive et de participer avec succès à des appels d'offres.

5.

6.

7.

Pour

- DF

- DF

5. Procédures

Conformément à l'article 10 de la Loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationale du 19 mars 1976 (RS 974.0), le Conseil fédéral peut conclure des accords internationaux portant sur les mesures d'aide financières prévues par cette loi.

Les engagements prévus d'un montant de 10,5 millions de francs seront financés par le crédit de programme de 430 millions de francs concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération internationale au développement du (AF du 8.10.86).

Les crédits de paiement nécessaires pour faire face aux dépenses résultant pour la Confédération de l'octroi de ce don ont été prévus aussi bien dans le budget 1989 que dans le plan financier pour les années suivantes (article budgétaire 0.703.493.16/3).

Aux termes de l'article 19 de l'accord de financement mixte, celui-ci entrera en vigueur après notification réciproque par les Parties de l'accomplissement des conditions légales et constitutionnelles respectives.

6. Consultation

La Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire/DFAE et l'Administration fédérale des finances/DFP sont d'accord avec cette proposition.

7. Proposition

Vu ce qui précède, nous vous prions d'adopter la proposition de décision ci-jointe.

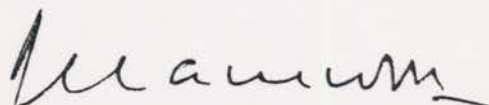
Pour extrait conforme.

Le secrétaire:

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Pour co-rapport à:

- DFAE
- DFP



- Annexes: - Dispositif
 - Bibliographie
 - Communiqué de presse (projet)
 - Accord (projet)

Extraits du procès-verbal

- Chancellerie fédérale pour exécution
- DFEF (SG 7, OFAAE 15)
- DFAE (DDA)
- DFF (AFF)



Zi
ce

Vu

Vu

1.

2.

3.

4.

Zimbabwe: Accord relatif à l'octroi d'un troisième financement mixte

Vu la proposition du DFEP du 15 février 1989

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. L'Accord entre la Confédération suisse et le Zimbabwe relatif à l'octroi d'un troisième financement mixte de 30 millions de francs est approuvé.
2. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) ou l'Ambassadeur de Suisse au Zimbabwe est autorisé à signer l'Accord.
3. Le Département fédéral des affaires étrangères est autorisé à procéder à la notification de l'accomplissement de toutes les conditions légales et constitutionnelles en Suisse pour l'entrée en vigueur dudit Accord.
4. La Chancellerie fédérale est chargée de délivrer les pleins pouvoirs.

Pour extrait conforme,
Le secrétaire:

Annexe I

accord relatif à l'octroi d'un financement mixte au Zimbabwe

Le troisième accord de financement mixte entre la Suisse et le Zimbabwe a été signé le (.....) 1989 à (Harare) (Berne) par (.....). Il

Bibliographie

entrer en vigueur après l'accomplissement dans les deux pays, des procédures de ratification habituelles.

- WORLD BANK
 - Zimbabwe, A Strategy for Sustained Growth (20 mio. fr.) (2 Vol., Report No 6981-ZIM, November 1987)
 - Zimbabwe, Country Brief: Part I-The Economy; Part II-Bank Group Operations (May 1988)
 - Zimbabwe, Health and Nutrition Sector Review (2 Vol., Report No 4214-ZIM, June 1983)
 - Zimbabwe, Country Economic Memorandum (Octobre 1985)
- UNIDO
 - Zimbabwe, Industrial Development Review (1 Vol, PPD.63, December 1987)
- OFAEE
 - Zimbabwe: Crédits mixtes I et II, Rapport final

Département fédéral de l'économie publique

Service de presse et d'information

Accord relatif à l'octroi d'un financement mixte au Zimbabwe

Un troisième accord de financement mixte entre la Suisse et le Zimbabwe a été signé le (.....) 1989 à (Harare) (Berne) par (.....). Il devrait entrer en vigueur après l'accomplissement dans les deux pays, des procédures de ratification habituelles.

L'expérience des deux premières lignes de crédit accordées au Zimbabwe en 1981 (19 mio. frs.) et en 1982 (20 mio. frs.) ayant été positive, les deux pays sont convenus de renouveler et d'accroître cette forme de coopération au développement. Le financement de livraisons de biens d'équipement et de services d'origine suisse et compétitifs sur le marché international devrait permettre la réalisation de nouveaux projets prioritaires de développement. En principe, deux tiers des ressources sont destinés au financement d'investissements dans le secteur privé et un tiers pour l'exécution de projets dans le secteur public.

D'un montant total de 30 millions de francs, cette troisième ligne de crédit comprend une tranche de la Confédération de 10,5 millions consentie sous forme de don et une tranche bancaire de 19,5 millions consentie à un taux d'intérêt du marché pour une durée de 10 ans y inclus 3 ans de grâce. Les conditions financières avantageuses de ce financement mixte devraient contribuer aux efforts du Gouvernement zimbabween visant le maintien d'un niveau d'investissement suffisant du secteur privé et public pour permettre une reprise économique et l'endigement de la pauvreté, tout en évitant un alourdissement du service de la dette.

Département fédéral de l'économie publique

Service de presse et d'information

Presse- und Informationsdienst

PressemitteilungMischfinanzierungsabkommen mit Zimbabwe

Am (.....) 1989 wurde in (Harare) (Bern) ein drittes Mischfinanzierungsabkommen zwischen der Schweiz und Zimbabwe durch (.....) unterzeichnet. Das Abkommen wird in Kraft treten, sobald in beiden Ländern das übliche Ratifikationsverfahren abgeschlossen ist.

AGREEMENT

Die Erfahrungen der ersten, in den Jahren 1981 und 1982 an Zimbabwe gewährten Kreditlinien (Betrag SFr. 19,125 Mio bzw. SFr. 20 Mio) waren positiv. Die beiden Länder sind deshalb übereingekommen, diese Form der Entwicklungszusammenarbeit zu erneuern und auszudehnen. Durch die Finanzierung von international konkurrenzfähigen Ausrüstungsgüter und Dienstleistungen schweizerischen Ursprungs soll die Durchführung von weiteren vordringlichen Entwicklungsprojekten ermöglicht werden. Grundsätzlich sind zwei Drittel der Mittel zur Finanzierung von Investitionen im Privatsektor und ein Drittel im öffentlichen Sektor vorgesehen.

Der Gesamtbetrag dieser dritten Mischfinanzierung beläuft sich auf 30 Millionen Franken. Davon entfallen 10,5 Millionen auf die als Geschenk gewährte Bundestranche und 19,5 Millionen auf die Bankentranche, welche zu Marktbedingungen mit einer Laufzeit von 10 Jahren einschliesslich einer Karenzfrist von 3 Jahren vergeben wird. Diese günstigen Bedingungen sollen die Anstrengungen der Regierung Zimbabwes unterstützen, die für ein wirtschaftliches Wachstum notwendige Investitionstätigkeit des öffentlichen und privaten Sektors aufrechtzuerhalten sowie die Armut weiter zu lindern ohne dabei den Schuldendienst noch zusätzlich zu belasten.

Eidg. Volkswirtschaftsdepartement

Presse- und Informationsdienst

- 1 -

The Government of the Swiss Confederation
and
the Government of the Republic of Zimbabwe

having regard to the friendly relations between the two
countries,

desirous of strengthening, **A G R E E M E N T** ions, and

intending to promote further economic and social pro-
gress in the Republic of Zimbabwe as well as the interests of
Swiss **THE GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION** objective,

have agreed as follows: **AND**

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ZIMBABWE

Article 1

ON THE GRANTING OF A MIXED FINANCING

1. The present Agreement covers a mixed financing to the to-
tal amount of 30'000'000.-- Swiss francs.
2. This amount is divided into two parts:
 - a) a Swiss Government's grant of 10'500'000.-- Swiss
francs financed by the Swiss Confederation;
 - b) a Swiss Banks' loan of 19'500'000.-- Swiss francs
financed by a Consortium of Swiss Banks.
3. Of the total amount referred to in Article 1, paragraph 1
above, 20'000'000.-- Swiss francs (of which 35 % are
financed by the Swiss Confederation and 65 % are financed
by a Consortium of Swiss Banks) are foreseen for finan-
cing the potential projects listed in Annex II of the
present Agreement.

- 1 -

The Government of the Swiss Confederation
and
the Government of the Republic of Zimbabwe

having regard to the friendly relations between the two
countries,

desirous of strengthening these relations, and

intending to promote further the economic and social pro-
gress in the Republic of Zimbabwe as well as the imports of
Swiss capital goods and services to achieve this objective,

have agreed as follows:

Article 1

1. The present Agreement covers a mixed financing to the to-
tal amount of 30'000'000.-- Swiss francs.
2. This amount is divided into two parts:
 - a) a Swiss Government's grant of 10'500'000.-- Swiss
francs financed by the Swiss Confederation;
 - b) a Swiss Banks' loan of 19'500'000.-- Swiss francs
financed by a Consortium of Swiss Banks.
3. Of the total amount referred to in Article 1, paragraph 1
above, 20'000'000.-- Swiss francs (of which 35 % are
financed by the Swiss Confederation and 65 % are financed
by a Consortium of Swiss Banks) are foreseen for finan-
cing the potential projects listed in Annex II of the
present Agreement.

4. The balance amount of 10'000'000.-- Swiss francs (of which 35 % are financed by the Swiss Confederation and 65 % are financed by a Consortium of Swiss Banks) shall become effective only if, within two years after the entering into force of the present Agreement, the following conditions have been met:

- a) full commitment of the amount of 20'000'000.-- Swiss francs referred to in Article 1, paragraph 3;
- b) agreement between the Government of Switzerland and the Government of the Republic of Zimbabwe on a further tentative list of project proposals for the above mentioned balance amount of 10'000'000.-- Swiss francs.

Article 2

The mixed financing shall be utilized for the purchase of capital goods as well as for the supply of services of Swiss origin and of civilian nature. Swiss supplies eligible for the mixed financing are listed in Annex II of the present Agreement, which also contains a list of potential projects in the amount of 20'000'000.-- Swiss francs referred to in Article 1, paragraph 3.

Article 3

In accordance with Article 1, paragraph 2 of the present Agreement all payments under the mixed financing shall be made in the proportion of 35 % and 65 % with respect to the contribution of the Swiss Government and the Swiss Banks respectively.

Article 4

1. The mixed financing shall be utilized for priority development projects and programmes in the public and private sectors.
2. The terms of the present mixed financing shall be passed on to the end user according to the standard relending terms of the Government of the Republic of Zimbabwe. In any case, the onlending terms shall not be less favourable than the terms offered under similar external finance agreements containing an element of concessional funding.

Article 5

The inclusion of any supply contract within the scope of the present Agreement shall be subject to prior agreement between the Ministry of Finance, Economic Planning and Development on behalf of the Government of the Republic of Zimbabwe and the Federal Office for Foreign Economic Affairs as well as the Consortium of Swiss Banks on the Swiss side.

Article 6

1. All applications for the financing of contracts for the supply of goods and services under the present Agreement shall be submitted within 24 months from its entering into force to the Federal Office for Foreign Economic Affairs. The commitment period of 24 months may be extended by mutual agreement.
2. In principle, the value of each contract financed under the present Agreement should be not less than 100'000.-- Swiss francs per order placed with the same Swiss export

ter. Part- payments for capital goods and services are possible only for contracts exceeding 200'000.-- Swiss francs. Such partial shipments and payments for services and know how shall be possible only for individual invoice amounts of not less than 100'000.-- Swiss francs except that this requirement shall not apply to the final shipment under a particular supply contract. Exceptionally, supply contracts below the above mentioned amount may be considered by mutual agreement.

Article 7

1. The following standard terms of payment shall apply under the present Agreement:

1.1. The Zimbabwean importer shall

1.1.1. pay in effective and free Swiss francs 5 % of the total invoice value of the supply contract as down payment through normal banking channels immediately after having received confirmation that the supply contract has been approved by the competent Swiss and Zimbabwean authorities according to Article 5 of the present Agreement;

1.1.2. open an irrevocable letter of credit through a recognized Zimbabwean Bank with one of the Swiss Banks, member of the Consortium - designated by the Swiss exporter - in favour of the Swiss exporter for 10 % of the invoice value of the supply contract to be utilized against

- remittance of the shipping documents specified in the letter of credit and a receipt of the Swiss exporter covering the aforementioned down payment of 5 % in case of capital goods, or

- remittance of the documents specified in the letter of credit and a receipt of the Swiss exporter covering the aforementioned down payment of 5 % in the case of services.

This letter of credit shall be opened by the Zimbabwe importer immediately after having received confirmation that the supply contract has been approved by the competent Swiss and Zimbabwe authorities according to Article 5 of the present Agreement.

2. The Treasury of the Ministry of Finance, Economic Planning and Development or the institutions authorized by the Ministry, shall, as agent of the Government of the Republic of Zimbabwe, authorize the Swiss bank through which the letter of credit has been opened to pay on account of the Zimbabwe buyer to the Swiss exporter and to debit the mixed financing to the amount of 85 % of the invoice value of the respective shipment, together with the full or partial utilization of the above mentioned letter of credit.
3. Payment authorization is automatically granted through the approval of the supply contracts by the competent Zimbabwe and Swiss Authorities mentioned in Article 5 of the present Agreement.
4. The standard terms of payment may be modified by mutual agreement between the competent Authorities mentioned in Article 5 of the present Agreement.
5. All supply contracts and letters of credit shall include a clause stating that the financing of the export shall be made under the "Zimbabwe-Swiss mixed financing".

Article 8

Both contracting parties shall, by virtue of their legal competence, facilitate the conclusion and implementation of con-

tracts in accordance with the present Agreement and, to that end, grant all necessary authorizations.

Article 9

The Swiss Government shall grant to the Government of the Republic of Zimbabwe the amount mentioned in Article 1, paragraph 2, lit. a of the present Agreement, provided that a Loan Agreement between the Government of the Republic of Zimbabwe and a Consortium of Swiss Banks shall have been concluded with regard to the Swiss Banks' loan mentioned in Article 1, paragraph 2, lit. b of the present Agreement.

Article 10

1. With regard to the financing of capital goods and services under this mixed financing, the Government of the Republic of Zimbabwe undertakes to reimburse all amounts paid out of the Swiss Banks' part of the mixed financing in 14 equal and consecutive half-yearly instalments, the first instalment falling due 39 months and the last instalment 117 months after the end of the respective semi-annual drawdown periods as defined in Article 11 of the present Agreement.
2. With regard to all financing of the Swiss Banks' part under this mixed financing, the Government of the Republic of Zimbabwe undertakes to pay at the end of each calendar half-year, i.e. June 30 and December 31, respectively, the interest accrued on the outstanding amounts under the Swiss Banks' part of the mixed financing. Interest shall be charged as from the date of each drawing under the credit.

Article 11

Each consecutive 12 months' period during which drawings under the mixed financing will be made shall consist of two drawdown periods, either one being a "respective semi-annual drawdown period", as referred to in Article 10 of the present Agreement, i.e.

- drawdown period no 1
for utilization between April 1 and September 30
- drawdown period no 2
for utilization between October 1 and March 31.

Article 12

All repayments of principal as well as payments of interest on the Swiss Banks' part of the mixed financing shall be made to the Swiss Bank Corporation, Zurich, acting on behalf of the Consortium of Swiss Banks, in effective and free Swiss francs without any deduction whatsoever.

Article 13

All payments of interest and repayments of principal under the present Agreement shall be exempted from any present or future fiscal levies, taxes and other restrictions in force in the Republic of Zimbabwe.

Article 14

1. The Swiss Bank Corporation, Zurich, shall keep the accounts to be opened in the name of the Government of the Republic of Zimbabwe for the execution of the present Agreement and carry on all correspondence in connection therewith.
2. All notifications by the Swiss lenders in connection with the present Agreement shall be deemed to have been duly given if addressed to the Secretary for the Ministry of Finance, Economic Planning and Development, Private Bag 7705, Causeway, Harare, Telex 2141 ZW.
3. All notifications and remittances by the Government of the Republic of Zimbabwe shall be deemed to have been duly given if made to the Swiss Bank Corporation, Paradeplatz 6, CH-8021 Zurich/Switzerland, Telex No. 812581 bvz ch, Telefax No. 014357606.

2

Article 15

1. The Government of the Republic of Zimbabwe shall furnish to the Swiss Government all such information as the Swiss Government shall reasonably request, in particular the information indicated in Annex I. Information on the current status of utilization should be provided every 12 months to the Swiss authorities.
2. The Government of the Republic of Zimbabwe takes or causes to be taken all actions, including the provision of funds, facilities, services and other measures, necessary or appropriate, for carrying out the present Agreement.
3. The Government of the Republic of Zimbabwe shall maintain or cause to be maintained records adequate to identify the goods and services financed out of the proceeds of the mixed financing and to disclose the use and beneficiaries thereof.
4. The Government of the Republic of Zimbabwe shall maintain separate accounts for the present Agreement and have such accounts controlled and certified by the Chief Accountant of the Ministry of Finance.
5. The Government of the Republic of Zimbabwe and the Swiss Government shall exchange views at regular intervals on the progress of the projects financed under the present Agreement during and after its implementation.
6. The Government of the Republic of Zimbabwe shall, after the final disbursement for the individual transactions, furnish to the Swiss Government a report of such scope and in such detail as the Swiss Government shall reasonably request, on the execution of the project/programme and the accomplishment of the purpose of the project/ programme, including a certified financial statement on the use of the proceeds of the mixed financing. A report shall be furnished to the

226.

E

Swiss Government upon final disbursement of all transactions under the mixed financing containing an assessment of the accomplishment of the purpose of the present Agreement, including a certified statement on the use of the mixed financing proceeds. These reports should in particular contain updated information according to Annex I.

Article 16

1. The Government of the Republic of Zimbabwe may, by written notice to the Swiss Government, cancel any amount of the mixed financing which it shall not have withdrawn.
2. The Swiss Government will inform the Government of the Republic of Zimbabwe of any situation whereby the Government of the Republic of Zimbabwe has not fulfilled any of the commitments or obligations under the present Agreement. The Government of the Republic of Zimbabwe will undertake all efforts to eliminate the causes of this situation. If these efforts are not successful after a period of six months from the date of the written notice mentioned above, the Government of Switzerland may suspend, in whole or in part, the right of the Government of the Republic of Zimbabwe to make withdrawals from the mixed financing proceeds. Both Governments regard suspension as an exceptional measure.

Article 17

Settlement of disputes

1. Disputes as to the interpretation or application of the provisions of the present Agreement which shall not have been settled in a satisfactory way by means of diplomatic negotiations within a period of 3 months shall, upon the request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal of three members. Each contracting Party shall appoint one arbitrator. The two designated arbitrators shall

- appoint a third arbitrator as Chairman who shall be a national of a third country.
2. If either Contracting Party has not appointed the arbitrator and has not followed the invitation of the other Contracting Party to make that appointment within one month, the arbitrator shall be appointed upon the request of that Contracting Party by the President of the International Court of Justice.
 3. If both arbitrators cannot come to an agreement about the choice of a third arbitrator (Chairman) within two months after their appointment, the latter shall be appointed upon the request of either Contracting Party by the President of the International Court of Justice.
 4. If, in the cases specified under provisions 2 and 3, the President of the International Court of Justice is prevented from carrying out the said function, or, if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the Vice-President, and if the latter is prevented, or, if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the next senior Judge of the Court who is not a national of either Contracting Party.
 5. Subject to other provisions made by the Contracting Parties, the tribunal shall determine its procedure.
 6. The decisions of the tribunal will be binding for each Contracting Party.
- 10011.
- 10011.

ANNEX I

Article 18

The Annexes I and II to the present Agreement constitute an integral part thereof.

Article 19

The present Agreement shall enter into force on the date of the last notification of the fulfilment of the respective constitutional or legal requirements.

Done at _____, on _____, in _____ original copies, in English.

For the Government of the Swiss Confederation:

For the Government of the Republic of Zimbabwe:

- nature of goods and services to be imported;
- the contribution of these goods and services to the implementation of the overall project/programme; exact scope and objectives of the overall project/programme;
-
- (the economic, social) financial (and technical feasibility) of the project/programme, paying particular attention to its impact on the final beneficiaries;
- the contract price and procurement procedures followed by the importer;
- the capacity of the executing agency to implement the project/programme and the provisions taken for the maintenance of services after completion of the project/programme.

FL

ANNEX I

Procedures and information requirements for the selection and approval of projects and programmes which may be financed under the present mixed financing

In the discussions leading to the conclusion of the present Agreement both Parties reached an understanding regarding the procedures of the selection and approval of projects and programmes which may be financed under the present mixed financing as mentioned in Article 15, paragraph 1 of the present Agreement.

1. Information requirements

All applications shall be channelled through the Swiss Embassy in Harare, Zimbabwe to the Federal Office for Foreign Economic Affairs and shall contain all necessary information to allow a thorough evaluation of the financing proposals as to their economic, financial, social and technical impact.

Credit applications should therefore include detailed information on inter alia:

- nature of goods and services to be imported;
- the contribution of these goods and services to the implementation of the overall project/programme: exact scope and objectives of the overall project/programme;
- the economic, social, financial and technical feasibility of the project/programme, paying particular attention to its impact on the final beneficiaries;
- the contract price and procurement procedures followed by the importer;
- the capacity of the executing agency to implement the project/programme and the provisions taken for the maintenance of services after completion of the project/programme.

Relevant preparatory studies and appraisal reports of projects/programmes should be made available to the Swiss Authorities at the earliest possible time, but at the latest at the time of the financing request. This procedure should permit both Parties to reach an agreement in principle before the final contract is signed.

2. Project approval procedures

The following procedures would be followed so as to take into account the constraints by the twin requirements of competitive bidding and approval of each project and contract by the Swiss Authorities:

2.1. Submission of information:

For any project, for which the Government of the Republic of Zimbabwe may seek Swiss mixed financing, the Government of the Republic of Zimbabwe will submit to the Swiss Authorities, at the earliest possible time, but at the latest at the time of the financing request, the following information on the project:

- the feasibility report
- information on the sector and the position of the envisaged project in the sector and the National Plan
- information on the executing agency
- appraisal reports, if available, by any independent agency (banks, international institutions, etc.).

2.2. Approval by the Swiss Authorities:

- Conditional approval: In case the information is judged sufficient for an appraisal by the Swiss Authorities, the Swiss Government will inform the Government of the Republic of Zimbabwe that the envisaged project may be financed under the mixed financing provided that the contract is awarded for the supply of Swiss goods and services and is acceptable to the competent Authorities. Such conditional approval

imm.

imm.

could be given by the Swiss Authorities, before bid evaluation, for small projects and for projects where independent appraisals are available.

- Appraisal mission: In case the Swiss Government judges that it cannot approve the project on the basis of the available information, it would so inform the Government of the Republic of Zimbabwe and would propose an appraisal mission. Such an appraisal mission would only be sent to Zimbabwe if and when reasonable assurances exist that Swiss goods and services would be purchased for the project and that the Government of the Republic of Zimbabwe will seek Swiss mixed financing.
- Final approval: In both cases final approval of the project would be granted after receipt of an official request for mixed financing by the Government of the Republic of Zimbabwe which would include the negotiated contract with the supplier of Swiss goods and services.

3. Project Evaluation

Upon project completion the Zimbabwe Authorities shall submit to the Swiss Authorities a project completion report. The content of such completion reports shall be determined for each project by mutual agreement.

The Swiss Authorities may send an expert mission to Zimbabwe to evaluate the individual projects and/or the execution of the Swiss mixed financing.

- geodesic, scientific and related instruments
- measuring, testing and control devices
- medical instruments and hospital equipment
- other mechanical and electrical machines and equipment
- any other items mutually acceptable to the two Governments.

1/2

BRITISCHER BUNDESRAT
FEDERAL SUISSE
CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

ANNEX II

Decision
Date: 27 Feb 1979
Dossier

Goods and services which may be financed under the present
mixed financing

1. List of goods and services

In the discussions leading to the conclusion of the present Agreement both Parties reached an understanding regarding the goods and services which may be financed under the mixed financing according to Article 2 of the present Agreement. The list of these goods and services reads as follows:

1.1. Capital goods

- agricultural machinery and tractors
- food processing and milling machines
- machinery for the chemical, fertilizer and petrochemical industries
- textile machines
- machine tools for metal and woodworking
- machinery and equipment for the production and the distribution of electrical energy (e.g. turbines, boilers, generators, transformers, switch gears, control and other devices, etc.)
- telecommunications equipment
- stationary and marine diesel engines
- refrigerating and air-conditioning equipment
- storage and maintenance equipment
- printing, paper converting, wrapping and office machines
- locomotives, rolling stock and railway maintenance machinery, railways signalling equipment
- geodesic, scientific and related instruments
- measuring, testing and control devices
- medical instruments and hospital equipment
- other mechanical and electrical machines and equipment
- any other item mutually acceptable to the two Governments.



1.2 Services

- 1.2.1. Services linked to the implementation of an investment, whether it includes or not equipment and material, financed under the mixed financing such as inter alia supervision of work, engineering services during the execution of contracts, initial management contracts, performance analysis;
- 1.2.2. Services linked to the preparation of investment projects such as feasibility studies, preliminary designs as far as they are not part of a project execution contract;
- 1.2.3. Services which are not related to investment (training, economic and technical support to existing institutions).

2. Tentative list of potential projects

The tentative list of potential projects to be financed upto Swiss francs referred to in Article 2 of the present Agreement reads as follows:

- telecommunications equipment
- stationary and marine diesel engines
- refrigerating and air-conditioning equipment
- storage and maintenance equipment
- printing, paper converting, wrapping and office machines
- locomotives, rolling stock and railway maintenance machinery, railways signalling equipment
- geodesic, scientific and related instruments
- measuring, testing and control devices
- medical instruments and hospital equipment
- other mechanical and electrical machines and equipment
- any other item mutually acceptable to the two Governments.

mf

Protok	
<input checked="" type="checkbox"/> ohne	
z.V.	z.
	X
X	
	X
	X